

IA : le nouveau collaborateur des professionnels du droit ?

L'intelligence artificielle (IA) est en train de bouleverser tous les secteurs, et le juridique ne fait pas exception. Selon une récente étude de Wolters Kluwer, les professionnels du droit adoptent massivement l'IA générative dans leur quotidien. Cette révolution technologique est-elle une menace ou une opportunité pour la profession ?

Temps de lecture : minute

25 octobre 2024

Selon la dernière enquête du spécialiste du logiciel juridique Wolters Kluwer, intitulée "Avocats et Juristes face au futur", l'IA générative est largement adoptée : 76% des directions juridiques et 68% des cabinets d'avocats l'utilisent au moins une fois par semaine, et plus d'un tiers l'utilise quotidiennement. Cet engouement se traduit par des prévisions d'investissements en hausse : 58% des cabinets et 73% des directions juridiques prévoient d'augmenter leurs dépenses dans l'IA au cours des trois prochaines années. En effet, 60% d'entre eux estiment que cette technologie va considérablement transformer leurs méthodes de travail, notamment en réduisant le nombre d'heures facturables.

"L'IA permet d'automatiser des tâches fastidieuses et répétitives, comme la recherche juridique ou la gestion documentaire, explique Sergio Liscia, Vice-président et directeur général de la division Legal Software chez Wolters Kluwer Legal & Regulatory avant de poursuivre, Ainsi, les juristes peuvent se concentrer sur des activités à plus forte valeur ajoutée, telles que la stratégie juridique ou la négociation de contrats."

Cette transformation numérique est particulièrement visible chez Wolters

Kluwer. L'entreprise équipe déjà des milliers de professionnels du droit à travers le monde. Ses outils, alimentés par l'IA, facilitent la gestion des dossiers, l'analyse de la jurisprudence et la rédaction de documents juridiques.

Des opportunités, mais aussi des défis

Si l'adoption massive de IA offre de nombreuses opportunités pour les acteurs du monde juridique, elle soulève des questions éthiques. *"Il est essentiel de garantir la fiabilité et l'éthique de ces outils, souligne Sergio Liscia avant de poursuivre : "L'IA ne doit pas remplacer le jugement humain, mais l'assister."* Et pour cause, les algorithmes d'IA sont entraînés sur des données existantes, qui peuvent contenir des biais. Si ces biais ne sont pas détectés et corrigés, ils peuvent conduire à des réflexions discriminatoires en matière juridique.

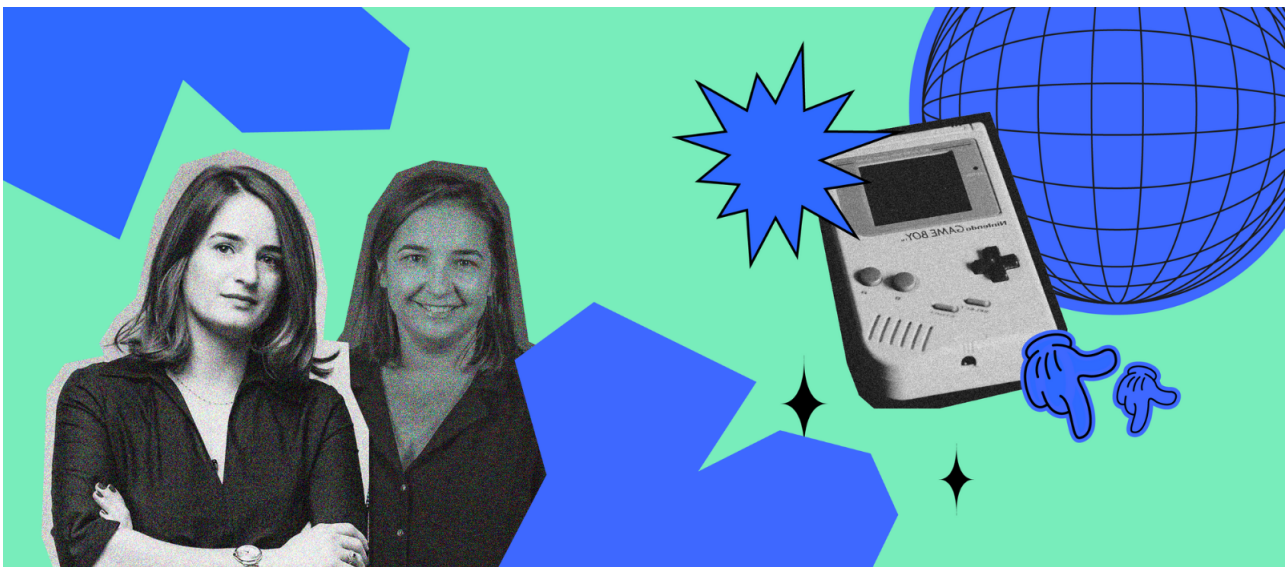
Par exemple, dans le cas de la construction de la plaidoirie d'un avocat de partie civile, un algorithme de prédiction de la récidive pourrait être biaisé contre certaines populations, conduisant à des argumentations injustes. La sécurisation des données, qui viennent alimenter les IA, dopent les solutions utilisées par les cabinets d'avocat et les directions juridiques contre les violations sont par ailleurs des préoccupations majeures qui doivent être abordées. C'est pourquoi Wolters Kluwer accorde une grande importance à la formation de ses clients et à la transparence des algorithmes.

Adaptation des compétences et des business modèles

L'enquête donne à voir un large consensus autour de l'importance de la formation : 71 % des participants à l'enquête indiquent qu'ils sont déjà tenus de suivre une formation ou le seront dans l'année à venir. "Les

talents juridiques de demain devront maîtriser les outils numériques et être capables de travailler en collaboration avec des équipes pluridisciplinaires", estime Sergio Liscia. Cette évolution va de pair avec une demande croissante pour un meilleur équilibre vie professionnelle/vie personnelle et des opportunités de développement.

Si cette transformation nécessite une adaptation des compétences et pourrait également demander une adaptation des pratiques commerciales. "Un total de 60 % des professionnels du droit s'attendent à ce que les gains d'efficacité générés par l'IA réduisent la prévalence de l'heure facturable. Plus de la moitié des professionnels du droit interrogés (56 %) se sentent bien préparés à adapter leurs pratiques commerciales, leurs offres de services, leurs flux de travail et leurs modèles de tarification en réponse à la mise en œuvre de la technologie de l'IA. Ce qui sous-entend que 44 % ne sont pas prêts", rappelle Sergio Liscia. Il ajoute *"L'adaptabilité sera cruciale à mesure que l'innovation continue de pénétrer l'industrie juridique."*



À lire aussi

Comment les professionnels du droit s'adaptent-ils face aux IA génératives ?



MADDYNEWS

La newsletter qu'il vous faut pour ne rien rater de l'actualité des startups françaises !

JE M'INSCRIS

Article écrit par Astrid Briant